



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-09 du 13 mai 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les leaders républicain et démocrate de la Commission des finances du Sénat critiquent le manque de transparence de l'administration vis-à-vis du Congrès en matière commerciale
2. Les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions ciblant plusieurs secteurs de l'économie russe

Transport et infrastructure

3. L'administration fédérale dévoile un plan d'action pour améliorer les procédures d'autorisation environnementale relatives aux projets d'infrastructures

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. L'USDA se félicite du succès d'intérêt de son programme *Partnerships for Climate-Smart Commodities*

Numérique et innovation

5. Confirmation d'Alvaro Bedoya au poste de commissaire à la FTC
6. Introduction du *Digital Platform Commission Act of 2022* au Sénat
7. Un executive order sur le Web 3.0 : la Californie esquisse sa réglementation

Santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les leaders républicain et démocrate de la Commission des finances du Sénat critiquent le manque de transparence de l'administration vis-à-vis du Congrès en matière commerciale

Un groupe bipartisan de sénateurs (dont les leaders démocrate et républicain de la Commission des finances - Ron Wyden et Mike Crapo) a [écrit](#) le 10 mai 2022 à la Représentante au commerce (USTR), Katherine Tai, pour appeler l'Administration à davantage associer et informer le Congrès en matière de politique commerciale. Le groupe regrette notamment que le Congrès n'ait pas été informé du compromis trouvé à l'OMC avec l'Union européenne, l'Inde et l'Afrique du Sud sur une dérogation au droit des brevets concernant les vaccins contre la Covid-19. « *Nous voulons nous assurer que cet échec à consulter le Congrès ne se reproduira pas dans d'autres domaines* » écrivent les Sénateurs, en citant les discussions en cours avec les pays d'Asie du Sud-Est sur un « cadre économique indopacifique » et la relance du dialogue commercial engagé avec le Royaume-Uni. La veille, un groupe de sénateurs républicains avait également [écrit](#) à Katherine Tai et au Secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, pour déplorer le « manque d'ambition » de l'administration en faveur d'un meilleur accès américain aux marchés étrangers. Les auteurs dénoncent notamment le refus de l'Administration d'inclure les questions d'accès au marché dans le champ des négociations du « cadre économique indopacifique », qui illustre selon eux le manque de détermination des Etats-Unis à s'engager pleinement dans la région au détriment des entreprises américaines. Si ce cadre économique – dont le contenu précis n'a pas encore été formellement présenté – est jugé par les sénateurs comme ayant « *du potentiel, il ne constitue pas un contrepoids crédible aux accords d'ouverture des marchés poussés activement par d'autres pays, dont la Chine* ».

2. Les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions ciblant plusieurs secteurs de l'économie russe

Les Etats-Unis ont [adopté](#) dimanche 8 mai de nouvelles sanctions ciblant plusieurs secteurs de l'économie russe : 1/ [secteur bancaire](#) : désignation de huit membres du comité exécutif de Sberbank, de vingt-sept membres du conseil d'administration de Gazprombank, et de la banque publique Moscow Industrial Bank ; 2/ [secteur militaire](#) : désignation de l'entreprise industrielle d'armement Promtekhlogiya ; 3/ [secteur audiovisuel](#) : désignation de trois réseaux de télévision liés à l'Etat russe.

Le Département du Trésor a également [interdit](#) l'exportation, la réexportation, la vente ou la fourniture directe ou indirecte, depuis les Etats-Unis ou par une *US person*, de services de comptabilité, de fiducie, de gestion d'entreprise et de conseil en management à toute personne située en Russie.

En lien avec les Etats du G7, les Etats-Unis ont également [annoncé](#) un nouveau durcissement des mesures de contrôle-export afin de limiter l'accès de la Russie aux biens servant ses capacités militaires, en ciblant, selon le communiqué de la Maison Blanche, une large gamme d'intrants et de produits (bois, moteurs industriels, chaudières, ventilateurs, bulldozers).

Brèves :

- Le Département du Commerce a [annoncé](#) lundi 9 mai la suspension pour un an des droits de douanes additionnels en vigueur sur les importations d'acier originaire d'Ukraine.
- La Secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, et son homologue malaisien, Mohamed A. Ali, ont [annoncé](#) le 11 mai la signature entre les Etats-Unis et la Malaisie d'un « memorandum de coopération » dans le domaine des semi-conducteurs.
- Les Etats-Unis [accueillent](#) les 12 et 13 mai à Washington un sommet spécial avec les dix membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).
- La Maison-Blanche a [annoncé](#) que le Président Biden se rendra au Japon et en Corée du Sud du 20 au 24 mai.

Transport et Infrastructure

3. L'administration fédérale dévoile un plan d'action pour améliorer les procédures d'autorisation environnementale relatives aux projets d'infrastructures

Mercredi 11 mai 2022, [l'Administration Biden](#) a publié un plan d'action appelé [Permitting Action Plan](#) qui vise à améliorer et accélérer les processus d'obtention de permis fédéraux et d'autorisation environnementale. Élaboré pour accompagner le

déploiement du plan d'investissement dans les infrastructures, ou *Bipartisan Infrastructure Law* (BIL), ce plan d'action entend renforcer la mobilisation des autorités fédérales et réduire leurs délais de réponse, notamment en cherchant à s'assurer le plus en amont possible des bénéfices environnementaux et sociétaux des projets financés. L'Administration espère ainsi accroître l'efficacité des procédures et apporter aux investisseurs tant publics que privés une meilleure prévisibilité dans la programmation des projets. Parmi ses principales mesures, le *Permitting Action Plan* comprend la mise en place d'une coordination inter-agences précoce, à travers la création d'une nouvelle instance dédiée appelée *Federal Permitting Improvement Agency Council* et dotée d'experts chargés d'appuyer les différentes agences concernées. Les entités fédérales prévoient également d'engager un dialogue pro-actif avec les autorités et partenaires locaux, en

particulier avec les communautés défavorisées, afin de les sensibiliser en amont aux enjeux et modalités d'accès du BIL et pouvoir recueillir et prendre en compte utilement leurs contributions. Le plan met aussi l'accent sur la transparence des autorités en demandant aux administrations de communiquer des échéances claires et de fournir un suivi plus rigoureux de certaines informations clé relatives aux projets. Les agences fédérales concernées disposeront par ailleurs de nouveaux outils, notamment de formations et de tableaux de bord. D'une manière générale, il est demandé aux administrations d'orienter et prioriser leurs ressources pour améliorer leur assistance technique et leur réactivité, par exemple en optimisant leurs processus de collecte et d'exploitation des informations et, le cas échéant, en envisageant le recrutement du personnel nécessaire.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. L'USDA se félicite du succès d'intérêt de son programme *Partnerships for Climate-Smart Commodities*

Le Département de l'Agriculture américain (l'USDA) a communiqué sur les [premiers résultats](#), très prometteurs, de son appel à projets pour son programme « [Partenariats pour des produits de base intelligents sur le plan climatique](#) ». Ce programme pilote, doté d'un milliard de dollars, vise à encourager, sur des périodes d'engagement de 1 à 5 ans, des pratiques culturelles respectueuses de l'environnement et de nature à lutter efficacement contre le changement climatique. Ce programme est l'élément central de la stratégie portée par le Secrétaire à l'agriculture Tom Vilsack visant à une contribution de l'agriculture américaine à la lutte contre le changement climatique par le biais de pratiques technologiques

innovantes fondées sur le volontariat des agriculteurs et capable d'être rémunératrice pour ceux qui s'y engageront. Dans le cadre de la première tranche d'appels à projets réservée aux projets de grande envergure (5 à 100 M\$), le ministère a annoncé le 10 mai avoir reçu plus de 450 propositions, soit un volume de demandes très supérieur à de ce qui était attendu. Au cours des prochaines semaines, l'USDA va évaluer ces demandes et les classer en fonction de critères techniques en vue de leur accorder éventuellement des financements, a priori d'ici le milieu de l'été. La date limite de dépôt des dossiers pour la seconde tranche de financement est fixée au 10 juin. Cette seconde tranche concernera des propositions de 250 000 à 5 M\$ qui seront portées par des petits producteurs et/ou des producteurs mal desservis, et/ou des institutions servant les minorités.

Numerique et Innovation

5. Confirmation d'Alvaro Bedoya au poste de commissaire à la FTC

Le 11 mai 2022, Alvaro Bedoya a été confirmé comme commissaire démocrate à la *Federal Trade Commission* (FTC) par le Sénat. 50 sénateurs ont voté pour sa confirmation (aucun républicain) et 50 sénateurs ont voté contre, mais la voix de la vice-présidente Kamala Harris a permis de confirmer le nouveau commissaire. A. Bedoya avait été nommé par le Président Biden en septembre 2021. Il

remplacera l'ancien commissaire Rohit Chopra, qui a quitté la FTC l'année dernière pour diriger le *Consumer Financial Protection Bureau*. Avant sa confirmation, A. Bedoya était professeur de droit à Georgetown, spécialisé dans le droit de la protection des données personnelles. Sa confirmation permet à la présidente de la FTC, Lina Khan, de disposer d'une majorité démocrate (3 commissaires démocrates contre 2 commissaires

républicains), ouvrant la voie à une application plus complète de son agenda à la tête de l'agence.

6. Introduction du Digital Platform Commission Act of 2022 au Sénat

Le 12 mai, le sénateur Michael Bennet (D-CO) a introduit le [Digital Platform Commission Act of 2022](#), projet de loi visant à créer une commission fédérale des plateformes numériques (« *Federal Digital Platform Commission* »), chargée de superviser les plateformes numériques afin de promouvoir la concurrence, protéger les consommateurs et défendre la démocratie. Ce nouveau régulateur fédéral serait composé de cinq membres et serait habilité à tenir des audiences, à mener des enquêtes, à infliger des amendes civiles, à mener des recherches et à s'engager dans l'élaboration de règles de conduite pour les plateformes numériques en matière de concurrence et de protection des consommateurs, par exemple en luttant contre les fonctionnalités addictives et les algorithmes biaisés. La nouvelle Commission serait également habilitée à désigner des "plateformes numériques d'importance systémique" soumises à une supervision, à des rapports et à une réglementation supplémentaire, par exemple dans le domaine du contrôle des fusions. Ce nouveau régulateur comprendrait en son sein un groupe d'experts techniques et de représentants de l'industrie et de la société civile chargés de proposer des normes techniques spécifiques et des codes de comportement. La Commission serait enfin tenue de travailler en coordination avec les organismes fédéraux antitrust et de protection des consommateurs existants.

7. Un executive order sur le Web 3.0 : la Californie esquisse sa réglementation

Le gouverneur de Californie, Etat qui héberge la plus grande communauté mondiale de startups travaillant sur la blockchain et le web 3, a signé un décret ([executive order](#)) afin de poser les bases pour un encadrement, une protection adéquate des consommateurs et tirer le meilleur, au niveau de l'Etat, de cette technologie en plein essor. Le gouverneur enjoint à ses différentes administrations de mener une large consultation avec l'ensemble des parties prenantes pour parvenir à des propositions s'agissant de l'encadrement réglementaire des crypto monnaies et autres actifs digitaux, définir les cas d'usages les plus prometteurs pour le déploiement des services publics et d'adapter des formations initiales et continues pour assurer un vivier de talents suffisant. Ces travaux devront être coordonnés par

Go-Biz, l'administration économique de Californie, et être parfaitement compatibles avec les réflexions au cours au niveau fédéral issues du décret signé le 9 mars par le Président Biden ([Digital Asset executive order](#)). L'objectif du gouverneur est résolument de créer un environnement favorable au développement du web 3, qui est depuis plusieurs mois un secteur très dynamique dans son Etat, tout en assurant un usage responsable et protecteur des citoyens de l'Etat. Il faut se souvenir que le Wyoming, qui est le premier Etat des Etats-Unis, à avoir légalisé et encadré l'usage des assets digitaux ainsi que tout récemment des DAO (decentralized autonomous organisation), attire depuis des entreprises d'autres parties des Etats-Unis ou des entrepreneurs qui y créent leur structure.

Brèves

- Le 13 mai, dans un [Tweet](#), Elon Musk a déclaré que « l'accord de rachat de Twitter (« Twitter deal ») est temporairement suspendu dans l'attente de détails soutenant le calcul selon lequel les spams/faux comptes représentent effectivement moins de 5% des utilisateurs » sur la plateforme. Dans un commentaire subséquent à son propre Tweet, Elon Musk se disait « toujours engagé dans l'acquisition ».
- Le 12 mai, 4 représentants de la Chambre des Représentants, dont le président de la commission des affaires étrangères, ont envoyé des [lettres](#) à Meta, Twitter, YouTube et TikTok, exhortant ces plateformes de médias sociaux à préserver et archiver le contenu partagé sur leurs plateformes qui pourrait potentiellement être utilisé comme preuve de crimes de guerre russes, de crimes contre l'humanité et d'autres atrocités en Ukraine.
- Le 11 mai, Meta a annoncé avoir [retiré](#) une demande d'avis consultatif sur sa politique concernant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui avait été précédemment envoyée à son Oversight Board.
- Le 10 mai, lors d'une interview réalisée à distance à l'occasion de la conférence « Future of the Car » du Financial Times, Elon Musk a [déclaré](#) que « les interdictions permanentes sur Twitter devraient être extrêmement rares et réservées aux comptes qui sont des bots ou des comptes de spam/escroquerie ». Il a également déclaré penser « qu'il n'était pas correct d'interdire Donald Trump ». Il a averti qu'en tant que propriétaire de Twitter, il restaurerait le compte de Donald Trump. Le même jour, dans un [tweet](#), Jack Dorsey, fondateur de Twitter, a dit être en accord avec Elon Musk à ce sujet.

- Le 9 mai, Match Group, qui comprend notamment les applications de rencontre Tinder, Match et OkCupid, a intenté une [action en justice](#) contre Google devant un tribunal fédéral de Californie, alléguant que la domination et le comportement anticoncurrentiel de Google dans la distribution d'applications Android et dans les marchés de paiement des applications violent les lois antitrust fédérales et la loi californienne. Match Group accuse en particulier Google de manipulation stratégique des marchés, de promesses non tenues et d'abus de pouvoir en exigeant que Match Group utilise le système de facturation de Google, *Google Play Billing*, avant le 1^{er} juin 2022 pour être autorisé à rester dans le Google Play Store. L'utilisation de ce système comprend une commission de 15 % sur tous les abonnements et jusqu'à 30 % sur tous les autres achats intégrés. En réponse à la plainte, Google s'est défendu par un [article de blog](#).
- Le 9 mai, la Maison Blanche a [annoncé](#) avoir obtenu des engagements de la part de 20 fournisseurs d'accès Internet - couvrant plus de 80 % de la population américaine – d'offrir aux ménages éligibles à l'*Affordable Connectivity Program* (ACP) un forfait Internet de qualité pour un montant maximum de 30 \$/mois. L'ACP permet, dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures, à des dizaines de millions de ménages américains modestes d'obtenir 30 \$/mois de subvention pour leur abonnement haut débit.
- Le 9 mai, dans le cadre d'un [règlement judiciaire à l'amiable](#) avec la *American Civil Liberties Union*, l'entreprise Clearview AI a accepté un ensemble de restrictions qui garantissent que l'entreprise respecte la loi de l'Illinois sur la confidentialité des informations biométriques. La disposition centrale du règlement à l'amiable interdit à Clearview AI de vendre sa base de données d'empreintes faciales à la plupart des entreprises et autres entités privées, non seulement dans l'Illinois, mais à travers les États-Unis. La société cessera également de vendre l'accès à sa base de données à toute entité publique de l'Illinois, y compris la police d'État et locale, pendant cinq ans.
- Le groupe Meta a [annoncé](#) cette semaine le lancement, en version beta, d'un service permettant aux créateurs ou détenteurs de NFT (non fongible tokens) rebaptisés « digital collectibles » de partager leurs œuvres sur Instagram (sans frais). Pour ce faire, Meta permet la connexion de certains portefeuilles virtuels numériques contenant ces « digital collectibles » supportés par certaines blockchains, à sa plateforme. Meta souhaite ainsi profiter de l'engouement provoqué par les NFT en facilitant leur monétisation et leur exposition au grand public.

Santé

Brèves

- Suite aux auditions de la *Federal Drug Administration* et des industriels du secteur pharmaceutique pour le renouvellement des *user fees* (frais de dépôts de dossier que doivent payer les entreprises pour l'évaluation de leur nouveau produits), une loi bipartisane a été [proposée](#) par la sous Commission Santé à l'ensemble de la commission de l'Energie et du Commerce auxquelles elle appartient.

Cette loi réautoriserait les *users fees* payés par les entreprises au moment d'un dépôt de dossier pour l'évaluation de leur produit. Elle contient également des propositions afin d'accélérer le processus d'autorisation de mise sur le marché et d'accroître la compétition des génériques pour réduire le prix des traitements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.